

## Étude Du Contexte Mondial Et Ses Répercussions Sur Les Migrations Etudiantes Algériennes



**BELHOCINE Houa Hassina**  
CNRS, AMU, MESOPLHIS  
[hbelhocine2001@yahoo.fr](mailto:hbelhocine2001@yahoo.fr)

*Date de soumission: 15/06/2022 Date d'acceptation: 26/12/2022 Date de publication: 29/12/2022*

---

### ***Résumé:***

Les migrations étudiantes et leurs variations ont atteint de nos jours des amplifications curieuses, chaque société et chaque contexte produit ses propres dynamiques migratoires. Ce phénomène a pris de l'ampleur dans les années 2000 et prend de nouvelles formes qui se distinguent suivant les contextes nationaux. Dans cet article, nous projetons de contribuer à la compréhension de ces dynamiques migratoires étudiantes actuelles par l'étude du contexte mondiale.

***Mots clés:*** Algérie, étudiants, migrations, contexte, mondial.

### ***Abstract:***

Student migrations and their variations have nowadays reached curious amplifications, each society and each context produces its own migratory dynamics. This phenomenon has grown in the 2000s and takes on new forms everywhere that differ greatly according to national contexts. In this article, we plan to contribute to the understanding of these current student migration dynamics by studying the global context.

***Keywords:*** Algeria, students, migrations, context, global.

## **Introduction:**

Dans cette contribution, nous parlerons du contexte mondial et ses répercussions sur la formation et les systèmes d'enseignement supérieur d'un côté, puis sur les migrations étudiantes. Le mot « contexte » possède de nombreux équivalents terminologiques (milieu, situation, environnement, cadre, etc.) et nous savons que les comportements et les actions des individus sont influencés et parfois déterminés par leurs contextes. C'est vrai que « seuls les individus sont capables d'action », néanmoins le contexte a une fonction référentielle, il joue un rôle dans beaucoup d'explications sociologiques. Ainsi, « il incombe au sociologue d'identifier dans le contexte, le milieu ou la situation, les éléments pertinents de son analyse » (Raynaud Dominique, 2006, pp : 309 à 329). En sociologie, pour se référer au contexte on « parle d'un lieu spatial et temporel stable et exhaustivement descriptible qui sert de cadre aux événements » (Boudon et Bourricaud, 1982). Dans les études sociologiques l'étude du contexte est essentielle, la sociologie, depuis son origine (Durkheim, Weber) s'est intéressée à « l'influence de l'environnement social sur les comportements des individus et à l'articulation entre les structures sociales et ces mêmes comportements. Ceci constitue l'une des constantes de l'interrogation sociologique » (Duru-Bellat et A. Mingat, 1988, p : 649).

## **Etude du contexte mondial et les changements liés à la mondialisation**

Il est devenu de nos jours presque un rituel d'expliquer les changements sociaux et comportementaux par le processus de mondialisation. En effet, en particulier depuis les années 1990, l'accélération de ce processus grâce au développement des sciences et des technologies rendent les moyens de techniques d'information et communications plus sophistiquées et les moyens de transport plus accessibles. Comme le signale Jean-Pierre Lemasson (1999) : « Plus prosaïquement, le commun des mortels peut s'envoler à l'autre bout du monde, ou, -grâce aux télécommunications de tous ordres et aux médias-, accéder à la myriade d'événements qui, petit à petit, reconfigurent le monde entier ». En outre, jamais les sciences et les technologies n'avaient atteint un tel développement au paravent, et jamais l'humanité ne dispose d'autant de richesses, de facilités et de confort qu'aujourd'hui. Cependant, ces progrès et ces richesses ne profitent pas à toutes les sociétés et toutes les populations du monde. Nous pouvons de ce fait, remarquer que la mondialisation actuelle est plutôt européenne que nous pouvons appeler européanisation du monde car elle est réductrice de l'humanité. En effet, la mondialisation produit un monde asymétrique : « les pays de l'Ocde représentent 20 % de la population de la planète mais 80 % des richesses mondiales. Jamais la planète n'a été aussi riche, mais la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2 \$ par jour »

(Jehan-Philippe Contesse, 2010). Beaucoup de pays sont oubliés par ce développement et au sein même des pays beaucoup de régions et de populations vivent dans la pauvreté. Les inégalités diverses marquent cette mondialisation actuelle, cependant son processus de développement fait que nous ne pouvons pas comprendre les mutations actuelles que ce soit au niveau sociétal ou comportementale sans y faire référence. Ainsi, nous ne pouvons plus aujourd'hui, se contenter d'analyser l'ordre restreint d'une société donnée pour comprendre les tenants et aboutissants des événements ou des comportements sociaux. Comme l'affirme Smart (1993, p : 16) : « On ne peut plus appréhender la vie sociale, les relations sociales, l'identité et le vécu en se fondant sur une analyse dont le champ se limite à la société, surtout lorsque cette dernière est considérée comme l'équivalent de l'ordre géopolitique de l'État nation moderne ». Ces nouveaux avènements font que les frontières entre les nations s'estompent permettant les échanges économiques et les circulations des personnes entre les pays. Ces facilitations rendues possibles par le développement scientifique et technologique ouvrent des perspectives nouvelles aux sociétés et aux individus à la fois. Cependant, le monde actuel aspire toujours à un monde meilleur et à un développement durable où tous les pays et tous les citoyens du monde auront accès aux bienfaits de ces progrès. Le monde actuel profite aux plus riches et laisse dans la pauvreté et dans l'ombre beaucoup de régions et de personnes. D'ailleurs beaucoup d'études, de recherches, d'articles académiques, d'ouvrages et de rapports des organisations internationales se sont saisis, ces dernières années, des inégalités internes, régionales, internationales et mondiales. Depuis en particulier les années 1980, les inégalités internationales augmentent et l'écart entre les pays les plus pauvres et les pays le plus riches continue de s'aggraver. Ces disparités engendrent des migrations de tous types, les chiffres grandissants sur les migrations ont été donnés lors du dialogue des Nations Unies (2013) : « depuis 1990 le nombre de migrants internationaux a augmenté d'environ 53 millions (65 %) dans les pays du Nord et d'environ 24 millions (34 %) dans ceux du Sud. Environ la moitié des migrants internationaux résident dans dix pays riches. Le nombre de migrants diplômés du supérieur dans les pays de l'Ocde a augmenté de 70 % en dix ans, pour atteindre 27 millions en 2010/11 ». Ainsi, la mondialisation renforce les mobilités et les circulations entre les pays du Nord dans le cadre de libre échange et de réciprocité. Mais, elle renforce aussi les migrations à trajectoire Sud-Nord qui sont motivées généralement par la recherche de plus de progrès et de bien-être. Avec l'évolution des sciences et des technologies et la démocratisation des transports on pourrait s'attendre à la fin des migrations et à l'essor des circulations. Comme l'ont déjà observé Emmanuel Ma Mung et ses collaborateurs (1998) que la mondialisation des migrations va induire « trois phénomènes principaux : -le passage du retour définitif au retour alternatif, -le développement des diasporas, et -une circulation accrue des individus ».

## Les répercussions sur l'enseignement supérieur

L'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique constituent la colonne vertébrale de toute société, le développement, la qualité de fonctionnement, l'intégration et la cohésion sociale en dépendent. Ils forment des enjeux majeurs dans le monde actuel de société de connaissance et de savoir. De nos jours avec la mondialisation qui touche tous les domaines, l'enseignement et l'éducation ne sont pas en reste et ils ont connu des d'intenses progrès. Cependant, ces progrès sont inégalitaires et ne profitent pas à tous les pays et à tous les individus de la planète. Depuis les années 1990 le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation de haut niveau est intégré dans la logique du marché. Cette mondialisation de l'enseignement supérieur a donné lieu à un marché international des études et de la recherche scientifique. Ce dernier engendre des compétitions mondiales, l'intensification des échanges entre les universités, l'augmentation des mobilités étudiantes. Depuis la signature en 1995 de l'Accord général sur le commerce des services (Agcs) et l'intégration des services éducatifs et universitaires au sein de l'organisation mondiale du commerce (Omc), l'enseignement supérieur a incorporé les lois du marché économique. Ainsi, des progrès sans précédents ont été réalisés dans le domaine des sciences, des savoirs et des technologies. Des pôles universitaires et de recherche scientifiques ont été créés à travers les grandes et riches villes du monde et concentrent ainsi, des structures, des compétences, des savoirs et des productions scientifiques et technologiques. « L'activité scientifique connaît une vive accélération de son développement, pratiquement aucun domaine scientifique, qu'il s'agisse de sciences de la nature ou de sciences sociales, n'est tenu à l'écart de ce vaste mouvement d'élargissement et d'approfondissement de l'activité scientifique » (Sheryl Bond et Jean-Pierre Lemasson, (sd). 1999).

Cependant, cette mondialisation de l'enseignement supérieur ne présente pas que des avantages, selon Santos (1995) rapporté par (Abdeljalil Akkari et al. 2017), l'université affronte des défis de trois types : - Le retour à une crise d'hégémonie entre ses fonctions traditionnelles et des fonctions nouvelles qui ont été progressivement introduites ; - Le retour à une crise de légitimité entre la hiérarchisation des savoirs spécialisés à travers la réduction de l'accès et l'exigence sociale de la politique de démocratisation des études universitaires ; - Une crise institutionnelle résultant de la tension entre l'autonomie revendiquée par les universités et leur soumission à des critères d'efficacité et de productivité entrepreneuriale. On doit ajouter une autre contradiction qui concerne le fait que la science et le savoir qui sont par essence universels sont devenus l'apanage des seuls pays développés qui n'acceptent pas toujours les transferts. Même si les communautés scientifiques sont transnationales, les sciences et les technologies et les personnels scientifiques sont assujettis aux structures, aux pouvoirs et aux pôles qui les détiennent.

## **Mondialisation de l'enseignement supérieur et les pays sous-développés**

La mondialisation néolibérale a conduit l'éducation et en particulier l'enseignement supérieur dans le marché global mondial, cette marchandisation a causé des répercussions négatives sur les pays sous-développés. Ces pays accusent des retards dans tous les domaines en particulier dans celui de l'enseignement supérieur et ils vivent des crises profondes. Ces crises sont liées d'abord à la politique, du fait que la majorité de ces pays en développement ne possèdent une politique cohérente en adéquation avec les aspirations de la population en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. De plus, ces politiques lorsqu'elles existent ne visent pas le développement authentique durable cohérent avec le contexte local, ni une vue d'ensemble sur le long terme et n'ont pas l'autonomie pour le faire. Puis, la crise de l'université au sein des ces pays sous-développés est une crise de l'autonomie car ils sont sous l'injonction à suivre l'évolution internationale avec ses modèles et ses programmes. Elle est aussi financière notamment pour les universités publiques qui subissent de plein fouet la crise mondiale de l'Etat-providence. Il s'agit pour beaucoup d'universités et c'est le cas en Algérie, de faire plus d'enseignement et de recherche avec moins de moyens matériels et financiers, tout en suivant le système mondiale d'enseignement supérieur. Ajoutant à cela l'inadéquation des politiques universitaires avec le secteur économiques et le marché de l'emploi. En plus, de l'explosion démographique que vivent les pays anciens colonisés comme l'Algérie et l'injonction des organismes internationaux comme l'Unesco à scolariser tous les enfants jusqu'au niveau Bac. En outre, la compétition nationale et internationale entre les universités pour attirer les étudiants du monde entier est accrue et les étudiants sont entraînés par ses compétitions avec leurs parents.

Pour résumer quelques uns des différents éléments que comportent les changements qu'ont connus les établissements universitaires depuis les années 1990, nous nous référons à Albert Ogien (2009) qui les mentionne sans établir un ordre d'importance :

-la normalisation de l'accès aux études supérieures ; -l'installation du chômage et son corollaire,

-l'exigence de formations qui assurent l'accès à un emploi ;

-l'émergence des problèmes liés au financement des universités ; -le développement de l'unification européenne ;

-les progrès du savoir et l'émergence de nouvelles hiérarchies des disciplines académiques ;

-la mise en évidence du taux d'échec dans l'enseignement supérieur ;



-les évolutions dans les modes de vie et les attentes des individus pris dans la société de consommation et de l'information ;

-les habitudes de la jeunesse dans ses rapports avec la culture ;

-les politiques de développement et de coopération conduites par les institutions internationales ;

-les pressions exercées par les lobbys en faveur de la privatisation de la formation supérieure et -les résistances des groupes qui dénoncent la marchandisation de l'éducation. Ainsi, l'enjeu est de taille pour les pays et pour les personnes, le savoir c'est le pouvoir et nous dirons avec Bruno Ribes (1980) que : « Celui qui ne sait pas s'expose à voir modeler son destin par d'autres en fonction de leurs intérêts. C'est l'évidence au niveau des individus, ce l'est aussi au niveau des groupes sociaux et des peuples. Pour n'avoir pas accès au savoir, des hommes par milliards sont soumis à d'étouffantes dominations, sournoises ou déclarées ».

### **Les répercussions sur les mobilités étudiantes**

Dans ce contexte général de société néolibérale, les mobilités et les migrations étudiantes sont valorisées et incitées, elles sont considérées comme des sources de rentabilité économique et de rayonnement culturel et scientifique. De ce fait, ces mobilités se répandent et se varient en impactant en parallèle les sociétés, les territoires et les individus. D'après Campus France (2021). : « En cinq ans, la population étudiante dans le monde a crû de plus de 5% en janvier 2021. Parallèlement, la mobilité étudiante a progressé de 4% en une seule année, de 2017 à 2018, pour atteindre 5,6 millions d'étudiants ». Ainsi, les étudiants internationaux sont considérés comme des éléments de rayonnement culturel et économique. Les pays et les établissements suivent des stratégies d'attraction et des campagnes de séduction pour avoir les meilleurs étudiants. Les réseaux sociaux avec les facilités qu'offre l'internet servent de bouche-à-oreille pour fantasmer et acquérir les décisions des étudiants et de leurs parents. Par ailleurs, les étudiants étrangers contribuent au développement des territoires, par exemple les frais d'inscriptions représentent une part non négligeable du budget des universités. En France par exemple, l'accueil des étudiants étrangers est une variable importante pour qu'un établissement universitaire acquière plus de moyens et de budget. Dans le cadre de la Loi organique relative aux lois de finance (Lolf), l'un des objectifs d'efficacité socioéconomique retenu pour apprécier la performance du programme formations supérieures et de la recherche universitaire est l'accroissement de l'attractivité internationale. De ce fait, la concurrence pour attirer les étudiants du monde en particulier les meilleurs d'entre eux et les plus riches, est devenue de mise entre les pays et les établissements. Ce secteur est très rentable sur tous les plans, économiquement parlant d'après l'Unesco (2012) : « l'enseignement supérieur est devenu, un

marché de plusieurs milliards de dollars, qui constitue une source importante de revenus pour les États et pour de nombreuses universités. Un aspect du processus de commercialisation consiste à voir l'éducation comme une marchandise échangeable ».

### **L'amplification des mobilités étudiantes et les inégalités**

Les mobilités étudiantes spontanées et libres, tout comme celles institutionnalisées et encadrées, se sont amplifiées et diversifiées ces dernières années. Ainsi, l'augmentation du nombre toujours grandissant des étudiants dans le monde, ajoutée à l'offre de plus en plus diversifiée et de qualité des programmes d'études dans les pays développés provoquent des migrations étudiantes abondantes. Cela prouve l'interconnexion croissante des systèmes d'enseignement supérieur à travers le monde et d'une mondialisation des opportunités d'études et des débouchés professionnels. Cependant, ces mobilités ne sont pas encore démocratisées, elles profitent aux enfants des plus riches, d'après Campus (2019) : « Si elle en vient à être de plus en plus répandue la mobilité pour diplômés, reste toutefois de la toute petite minorité d'étudiants : seulement 2.3% de la population étudiante mondiale en 2016 ». Cela confirme que le monde d'aujourd'hui vit des inégalités à tous les niveaux et dans l'enseignement supérieur, ces inégalités se trouvent en particulier au niveau de l'accès aux formations de qualité, de l'inscription dans des filières de pointe et d'accès aux établissements d'excellence. Ainsi, comme le note bien Laure Endrizzi (2010) : « on est passé d'une mobilité largement dépendante des relations géopolitiques et culturelles entre les pays, motivée par la création d'élites internationales, à une mobilité perçue comme un levier de développement économique par les gouvernements et comme un avantage concurrentiel par les établissements ». Aussi, ces mobilités étudiantes ont des impacts positifs sur les pays d'accueil et les pays d'origine et sur les étudiants et leurs familles. Pour ces derniers, l'expérience étrangère est déjà bénéfique en elle-même, de plus un diplôme international ouvre les voies pour une réussite sociale. Pour les pays d'accueil, la mobilité étudiante est un vecteur de rayonnement culturel et scientifique et c'est aussi un moyen de gain matériel. Pour le pays d'origine, la mobilité internationale des étudiants apporte un enrichissement en matière de transfert technologique et culturel et peut développer le stock de capital humain. Comme l'a écrit Ibrahima Amadou Dia (2005) : « la mobilité internationale étudiante est perçue comme un facteur de brassage culturel et d'enrichissement mutuel entre pays d'origine et pays d'accueil. Elle peut être un facteur de renforcement du capital humain, en même temps elle peut favoriser l'accès des travailleurs qualifiés du Sud au marché international du travail. Quant aux pays d'origine, les bénéfices escomptés sont en termes de transfert de technologie, de développement du capital humain et de fertilisation de la recherche scientifique et technologique ».

Latrèche Abdelkader (2001, p : 14) énumère quelques uns des facteurs principaux qui ont contribué à l'expansion des migrations étudiantes qui sont les suivants :

-Les progrès de la scolarisation dans l'enseignement supérieur (...). ;

-L'augmentation massive de la mobilité des étudiants est la conséquence directe de l'expansion de l'enseignement supérieur enregistrée à l'échelle internationale ; -Pour les pays en développement, l'exode des étudiants est le signe de l'explosion et de l'inadaptation des universités locales ;

-L'inégal développement des sciences et des techniques entre le Nord et le Sud ; -Ce mouvement exponentiel, accompagné par l'extension des domaines de la science et la naissance de nouvelles disciplines, est suivi d'une orientation des étudiants vers les nouvelles disciplines et d'une désaffection pour les disciplines traditionnelles ;

-Les nouvelles branches de la science ne sont pas au même stade de leur développement partout dans le monde. Certaines disciplines complexes, coûteuses ou plus récentes peuvent encore se trouver au stade de la définition des concepts de base dans certaines régions totalement absentes ;

-L'internationalisation accélérée de l'enseignement supérieur ces dernières décennies, particulièrement en Europe et en Amérique du Nord : centrée autour de cursus qui intègrent le multiculturalisme et les compétences étrangères ;

-L'internationalisation des universités et des écoles est devenue une manière de répondre à un marché de la formation devenue mondialisé et concurrentiel, lié au développement du marché du travail à l'échelle mondiale ;

-La proximité géographique, culturelle, linguistique et institutionnelle est l'un des principaux déterminants de la migration internationale estudiantine.

### **Distinction entre mobilités et migrations**

Il est important de distinguer les mobilités étudiantes des migrations étudiantes, les premières sont encadrées, valorisées et incitées, les secondes sont généralement à trajectoire Sud-Nord et constituent un risque d'immigration définitive dans le pays d'accueil. De ce fait les étudiants ne sont pas égaux devant les études à l'international et ceux ayant des capitaux sont plus avantagés. Les étudiants qui prennent des décisions de migrer librement sans le soutien étatique rencontrent des difficultés à tous les niveaux et s'investissent dans le projet migratoire fortement. Ces étudiants développent des stratégies et des attitudes multiples pour ne pas succomber et pour aller de l'avant pour réussir leurs projets. Ils tiennent le coup et développent une variété de



résiliences : scolaire, sociale, d'intégration, politique...etc., dans le pays d'origine et d'accueil à la fois. Comme le remarque à juste titre Ibrahima Amadou Dia (2005) : « la forte tendance à l'individualisation des migrations internationales estudiantines (en dehors des canevas étatiques) montre une diversité des acteurs sociaux impliqués et constitue un défi pour les décideurs et les spécialistes, car au delà de la formation au savoir et au savoir-faire, ces migrations expriment un désir de s'extirper de la misère, de la crise économique, de la marginalisation sur le marché mondial, du chômage, du sous emploi et de la violation des libertés fondamentales ».

## Conclusion

Les migrations étudiantes sont appelées à se renforcer dans les années à venir. Le nombre d'étudiants du monde entier en mobilité est passé, en dix ans, de 2,8 millions à 4,6 millions, et pourrait atteindre 9 millions en 2025, selon l'Unesco. L'Algérie est en phase décisive qui lui impose d'opérer un tournant pour affronter l'après hydrocarbures. Aujourd'hui, l'Algérie n'a pas d'autre choix que d'investir dans les ressources humaines et de rétablir les valeurs et les politiques qui tissent les relations de confiance et construisent la cohésion et l'intégration sociale. Seul le rétablissement d'un climat de confiance et de cohésion serait susceptible d'enrayer l'émigration et d'inciter au retour les compétences nationales établies à l'étranger. Nous concluons en disant que les étudiants algériens pris dans le double piège de « la fin de l'étudiant étranger » (S. SLAMA.1999) et celui en Algérie de « la fin du travail » (J. RIFKIN. 1996) et sont confrontés au double blocage social et spatial, ils aspirent au jour où ils seront libres de circuler dans le monde et de vivre bienheureux dans leur pays.

## Références bibliographiques

-Ahmed GHOUATI. Professionnalisations des formations supérieures et employabilité en Algérie. Rapport de recherche IREMAM-CNRS-AIX-MARSEILLE Université ; laboratoire communication et sociétés. 2015.

-Alessandra Keller-Gerber. « Ces étudiants étrangers qui restent ou qui veulent rester »: résonance de discours en circulation sur l'immigration dans les récits d'étrangers diplômés en Suisse, candidats à « l'établissement ». Linguistique. Université de Franche-Comté, 2015. Français.

-Bernard Hugonnier., L'internationalisation de l'éducation supérieure : conséquences pour le monde et pour la France. Revue d'économie politique 2006/6 (vol.116 page) Editions Galloz. Pgae 797-806. <https://www.cairn.info/revue-économiepolitique.2006>.

-Claudio Bolzman, Ibrahima Guissé« Étudiants du « Sud » en Suisse romande : de la précarité lors des études aux risques de « brain waste » dans le cadre de la mobilité internationale », Journal of international Mobility 2017/1 (N° 5), p. 133-156.

-Ennafaa Ridha et PAIVANDI Saeed, les étudiants étrangers en France. Enquête sur les conditions de vie réalisée pour l'observatoire national de la vie étudiante. Préface de HOVZEL Guillaume. La documentation française, 2008.volume 249 pages.

-Elieth Eyebiyi, Sylvie Mazzella. Introduction : observer les mobilités étudiantes Sud-Sud dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, ARES/Les éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2014, Observer les mobilités étudiantes Sud-Sud.

-François Dubet, Marie Dru-Bellat et Antoine Vérétoit. Les sociétés et leurs écoles. Emprise du diplôme et cohésion sociale. Seuil, 2010.

-Hocine Labdelaoui. L'Algérie face à l'évolution de son émigration. En France et dans le monde. Revue : Hommes et migrations. 1298/2012 : France-Algérie, le temps du renouveau. P.22-37.

-Georges Mutin. Le contexte économique et social de la crise algérienne. La crise algérienne : enjeux et évolution, Mario Melle éditions.17 p, 1997.

-Marie Dru-Bellat. L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie. Seuil, 2006.

- Kamel KATEB. Ecole, population et société en Algérie. L'Harmattan janvier 2006. Vol : 236 pages.

-Régis Machart et Fred Dervin (s.d). Les nouveaux enjeux des mobilités et migrations académiques. Sous la direction de. L'harmattan, 2014. Volume : 216 pages.

- R. Boudon, F. Bourricaud. Dictionnaire critique de sociologie. 4ème édition. PUF, 1994

-Rifkin Jeremy, La fin du travail, 1995 trad. Rouve Pierre, préf. Michel Rocard, La Découverte, 1996.